



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article154>

Zein, Premier ministre

Cafouillis politique pour la mise en place d'un gouvernement : L'équation Mithaq brouille les cartes

- Articles de presse - Articles -
Date de mise en ligne : mardi 24 avril 2007

Union des Forces de Progrès

Le Président de la République s'est réuni dimanche dernier avec les membres du Mithaq. Au cours de cette rencontre marathon, il a exprimé sa disponibilité à travailler étroitement avec ce regroupement et à l'intégrer dans son gouvernement, à condition qu'il présente des personnalités qui offrent un certain profil, notamment la compétence et l'honnêteté, n'avoir jamais occupé un poste ministériel sous le régime de Ould Taya ni au sein du pouvoir du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD), qu'il ne soit pas parlementaire. Sidi Ould Cheikh Abdallahi a soutenu que « le poste de député ou de sénateur est encore plus important que celui de membre du gouvernement, car il s'agit d'une fonction électorale au même titre que celui de Président de la République ». Ce discours a marqué le début de la semi crise avec les membres du Mithaq qui avaient une autre lecture de l'après-transition. Conséquence, la constitution du premier gouvernement est reportée jusqu'à l'élection des bureaux du Parlement.

Le torchon a brûlé entre le président de la République et les leaders du Mithaq, cette coalition qui l'a soutenu lors de la dernière présidentielle. Raison de la brouille : la « redistribution » des fonctions et des places dans le futur gouvernement. Décidé à respecter ses engagements de campagne, le président de la République tenait à mettre en place un gouvernement où ne figurerait aucun des membres des gouvernements précédents. Pour lui, les postes réservés à chacun de ses soutiens sont comptés et doivent uniquement être occupés par de nouveaux leaders parfaitement « vierges politiques ». Une disposition qui répondrait à ses yeux, mieux que toute autre, quand on prend en compte les attentes des populations mauritaniennes toutes portées vers l'option de changement : changement de méthode de gouverner, mais aussi changement d'hommes dira-t-il en substance. Ses hôtes ne devaient pas n'entendre de cette oreille, eux qui défendaient leurs causes personnelles jusqu'au bout. Le risque était alors grand de voir la coalition éclater en mille morceaux. Et parant, toutes les prévisions de constitution des différents segments de l'Etat, à l'eau.

En réalité, le Président de la République, Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, qui a prêté serment jeudi 19 avril 2007 après sa victoire à l'élection présidentielle du 25 mars dernier, est engagé dans une bataille politique ferme contre ses amis du « Mithaq ». Ces derniers, en majorité constitués des caciques de l'ancien régime que les Mauritaniens ne veulent plus voir au devant de la scène, tiennent coûte que coûte à retrouver leurs anciens privilèges. Ils réclament porte-feuilles ministériels, large portion du pouvoir et ne tolèrent pas de perdre une once de leur territoire. Une position que le nouveau Président réfute de toutes ses forces, allant jusqu'à déclarer clairement à ses alliés, lors d'une rencontre marathon qui les a réunis dimanche dernier, que le futur gouvernement sera entièrement constitué de jeunes technocrates, propres et uniquement préoccupés du développement de la Mauritanie.

Ce bras de fer au sommet a ainsi amené le Président à surseoir à la désignation du premier gouvernement de l'après-transition, jusqu'à la constitution des bureaux du Parlement. Il craint ainsi une trahison au sein des indépendants qui menacent déjà de rejeter la présidence de Messaoud Ould Boulkheïr à l'Assemblée Nationale.

Sidi Ould Cheikh Abdallahi a ainsi décidé d'être logique avec lui-même en respectant les engagements qu'il avait pris lors de sa campagne électorale devant le peuple mauritanien, notamment en mettant à l'écart les symboles de l'ancien régime. Cette perspective dangereuse et courageuse le place ainsi sur la ligne de tir des ex-barons qui fleurissent au sein des indépendants et du parti républicain, et qui ne se laisseront pas facilement abattre ni évincer au sein du prochain dispositif. Non seulement, ils menacent de s'opposer à la désignation de Messaoud à la tête du Parlement, mais aussi d'user de leur majorité pour brandir leur motion de censure au nez de tout Gouvernement où ils ne seront pas majoritairement représentés. Le dilemme est ainsi grand et l'équation difficile devant Sidi Ould

Cheikh Abdallahi et ses deux alliés du second tour, Zeine Ould Zeidane et Ould Boulkheïr.

Les membres du Mithaq qui avaient soutenu Sidi Ould Cheikh Abdallahi au premier tour de l'élection présidentielle, trouvent inacceptables qu'ils soient écartés au détriment du clan de Zeine Ould Zeidane et du parti APP de Messaoud Ould Boulkheïr, leurs adversaires lors de ce premier tour, même si leur concours au second tour avait permis de faire la différence. Bien que le Président de la République et son Premier ministre mesurent l'ampleur du problème politique qui se pose, ils trouvent cependant impensable de sacrifier leur programme politique et les ambitions qu'ils destinent aux Mauritaniens, uniquement pour faire plaisir aux symboles de l'ancien régime, ceux que les citoyens accusent d'avoir pris part à la gabegie et à la mauvaise gouvernance qui étaient en cours avant le coup d'Etat du 3 août 2005.

Contrairement aux rumeurs répandues dans certains milieux, le Premier ministre Zeine Ould Zeidane continue à exercer pleinement ses charges à la Primature, conformément au décret qui l'a nommé, avec l'équipe de son prédécesseur, Sidi Mohamed Ould Boubacar. Même si la situation juridique actuelle a entraîné une vive polémique au sein des Constitutionnalistes dont certains ont mal apprécié que le gouvernement de transition puisse continuer à exercer une partie de ses attributs, même après la démission de son Premier Ministre, certains considèrent que dans la pratique, ce genre de scénario est toléré, soutenant que le Gouvernement démissionnaire peut être chargé par le Président de la République d'assurer les affaires courantes jusqu'à la mise en place d'une nouvelle équipe

Rappelons que le nouveau Premier ministre, Ould Zeidane avait débuté ses consultations en fin de semaine avant qu'il ne soit invité à y surseoir, suite à un long entretien avec le Président de la République.

Les premiers anicroches qui secouent la majorité gouvernante a débuté juste après le partage des portefeuilles, surtout quand les uns et les autres ont su que Zeine Ould Zeidane se retrouvait avec trois ministères, Messaoud trois ou quatre ministères, les indépendants sept et les partis politiques du Mithaq sept, alors que Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi gardait le reste des portefeuilles qu'il destine à de jeunes technocrates servant dans des institutions internationales et qu'il compte placer au sein du prochain dispositif.

En attendant que les deux chambres du Parlement siègent jeudi prochain, les ministres en service rendent compte à Zeine, le temps d'arrondir les angles au sein de la sainte alliance et de mettre fin à la polémique soulevée par le Mithaq.

Il faut rappeler que Sidi Ould Cheikh Abdallahi, le « candidat qui rassure », avait promis aux Mauritaniens des changements politiques profonds dans la souplesse et la sérénité, rejetant toute reproduction du passé ni reconduction du scénario antérieur. Avec un Mithaq majoritairement dominé par les figures de l'ancien système, et qui ne décolèrent plus depuis qu'ils ont compris la volonté affichée du nouveau Président de les écarter du centre du pouvoir, la Mauritanie a besoin d'une formule originale pour sortir de l'imbroglio politique dans lequel l'entraîne ce bras de fer. Les Mauritaniens excédés par ces querelles politiciennes autour des privilèges, ont hâte de voir les nouvelles autorités s'attaquer aux problèmes récurrents qui se posent, tels la pauvreté, le sous-développement, l'emploi, l'éducation, la santé...

MOMS L'Authentique n° 476 du mardi 24 avril 2007